

15/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : concours complémentaire

Epreuve : droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La question du respect des droits et libertés que la constitution garantit renvoie aux modalités qui permettent le respect de ces droits. Mais elle amène à s'interroger également sur le statut dont jouit la constitution sous la V<sup>ème</sup> République. Que pourrait-on en effet attendre d'un texte constitutionnel dont la supériorité ne serait pas reconnue ?

De ce point de vue, la V<sup>ème</sup> République manque un passage dans l'histoire institutionnelle française en ce que la République ne s'est jamais consacrée la constitution comme étant la norme supérieure, au sommet de l'ordre juridique interne. Cela n'a pas toujours été le cas. Les républiques présidentielles, notamment la III<sup>ème</sup> et la IV<sup>ème</sup>, ont été marquées par un légisme fort, ainsi, seule la loi, expression de la volonté générale aux termes de l'article 6 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, prévalait, en particulier en matière de droits et libertés. Souvenons nous à cet égard des grandes lois relatives aux libertés (de la presse, de réunion, d'association...) qui ont marqué les débuts de la III<sup>ème</sup> République à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle et au début du XX<sup>ème</sup>.

La marque institutionnelle de ce changement d'appréhension de la constitution réside en particulier <sup>dans</sup> la mise en place d'un contrôle de constitutionnalité des lois confié à un organe spécialement créé à cet effet, le conseil constitutionnel. Là encore, la France n'a auparavant jamais fait l'expérience d'un organe comparable, le conseil constitutionnel instauré par la IV<sup>ème</sup> République ne visant au final qu'à consacrer la supériorité législative en examinant si l'adoption de la loi nouvelle ne nécessitait pas la révision de la constitution.

Le préalable sur le statut dont jouit la constitution sous la V<sup>ème</sup> République

N°

1.1.3

VI<sup>ème</sup> République ayant été posé, il apparaît désormais légitime de s'interroger sur le manière dont est garanti le respect des droits et libertés reconnus par la Constitution.

Comme nous le verrons, l'ensemble des juridictions françaises, qu'elles soient institutionnelles, judiciaires ou administratives, partage de ce rôle de protection des droits et libertés et ces garanties se sont renforcées avec le temps. Pour autant, il convient de noter (et nous ne reviendrons pas sur ce point dans la suite de nos propos) que ce renforcement constaté s'est réalisé alors qu'existent parallèlement plusieurs régimes juridiques de limitation des droits fondamentaux.

Deux régimes sont prévus par la Constitution elle-même : il s'agit des pleins pouvoirs confiés au Président de la République par l'article 16 de la Constitution qui lui permettent, à la durable condition qu'une menace grave et immédiate ~~pour~~ frappe le pays et qui elle ait pour conséquence une interruption du fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels, de prendre "les mesures exigées par les circonstances". Les pleins pouvoirs, auxquels il a été fait recours en 1961 lors du putsch des généraux d'Alger, sont inspirés de la République romaine qui, lorsqu'elle était confrontée à un péril imminent, acceptait de surfer son destin pour un temps déterminé à un dictateur choisi par l'acclamation.

Il s'agit en second lieu de l'état de siège prévu par l'article 36 qui prévoit la possibilité de confier aux autorités militaires des pouvoirs de police normalement réservés aux autorités civiles.

D'autres régimes dérogatoires et potentiellement attentatoires aux libertés existent : l'état d'urgence autorise le renforcement des pouvoirs de police sur une période donnée. Son régime juridique, d'origine législative, a été modifié en novembre 2015 et en juillet 2016 dans le sens d'une extension des possibilités d'action des autorités de police dans un contexte de menace persistante sur l'ordre public. Enfin, la théorie jurisprudentielle des circonstances exceptionnelles développée par le Conseil d'Etat durant la première guerre mondiale justifie également une dérogation temporaire, accordée à l'administration, dans le respect des droits et libertés.

Ainsi, l'ordre juridique interne, tout en ayant renforcé le contrôle du respect des droits fondamentaux lors des soixante dernières années, y compris en s'appuyant sur la jurisprudence internationale relative aux droits de l'homme développée par les Conventions de droit de l'homme, agencées du Conseil de l'Europe, a prévu plusieurs régimes d'atténuation de ces mêmes droits.

Le respect des libertés fondamentales, dont nous jouissons aujourd'hui, s'appuie sur le renforcement constant des pouvoirs du Conseil constitutionnel (partie I). Il repose également sur le rôle particulier joué par le juge judiciaire en vertu de l'article 66 de la constitution, et sur l'existence de mécanismes de protection des droits mis en place tant par l'administration que par le juge administratif (partie II).

Partie I : Le respect des droits et libertés grâce à un pouvoir renforcé du juge constitutionnel.

Le système de garantie des droits fondamentaux repose aujourd'hui sur la constitution : dans son contrôle de constitutionnalité de la loi, le Conseil constitutionnel a élargi et enrichi ses modes de référence par une jurisprudence volontariste et audacieuse (A). En outre, le pouvoir du Conseil s'est également accru avec la mise en place de la question prioritaire de constitutionnalité (réforme constitutionnelle de 2008) qui est une avancée supplémentaire concernant la garantie des droits (B).

(A) L'émancipation du juge constitutionnel et la construction d'un "bloc" de constitutionnalité élargi.

Force est de constater que les articles de la constitution cités ont assez distants en ce qui concerne les droits et libertés fondamentales. Seuls les premiers articles (2 à 4) y font plus spécifiquement référence, en mettant plutôt en avant des droits politiques : droit à être électeur, droit d'opinion... Cette relative carence de la constitution française, qui est en cela très différente de la loi fondamentale allemande qui intègre dans le corps de son texte un énoncé des différents droits garantis, a amené le Conseil constitutionnel, par une décision du 16 juillet 1971, à ~~faire~~ élargir le texte sur lequel il comptait faire valoir son contrôle au préambule de la constitution et aux textes auxquels il fait référence, à savoir la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et le préambule de la constitution de 1946. Dans la jurisprudence ultérieure, le Conseil a ainsi déployé toute une série de normes, de droits fondamentaux, en s'appuyant sur les deux textes précités : sont ainsi apparus les principes fondamentaux reconnus par la loi de la République,

les privilèges étonnants et parfois particulièrement nécessaires à notre temps. Le Conseil a également développé une jurisprudence fondée sur des notions plus floues, vagues et objectives à valeur constitutionnelle, qui posent des obligations de moyen à la charge du législateur, ou de privilèges à valeur constitutionnelle, dont le bien et la cohérence a parfois été contestée.

Tout en élargissant, au profit de la garantie des libertés, les notions de référence <sup>à partir</sup> desquelles il exerce son contrôle de constitutionnalité, le juge constitutionnel a également mis en place des outils qui consistent à une manière renforcée des droits fondamentaux. Il est ainsi de l'effet "anti-chape" par lequel le Conseil limite et priorise les possibilités législatives en matière de droits reconnus, des moyens sanctionnés par lesquels il s'approche de la règle de "non ultra petita" en se permettant de sanctionner un moyen lié au non respect d'une liberté alors que ce moyen n'a pas été sanctionné par le requérant. Enfin, le Conseil formule parfois des réserves d'interprétation qui, sans remettre en cause la constitutionnalité d'une loi, bident en revanche son interprétation et les modalités de son application.

Ainsi, par sa jurisprudence, le juge constitutionnel a globalement renforcé le droit en matière de libertés fondamentales dans le sens d'un accroissement des garanties apportées à leur respect. Ce respect est également accru grâce à la mise en place, par la réforme constitutionnelle de 2008, de la question prioritaire de constitutionnalité (QPC).

B) Renforcement du contrôle de constitutionnalité par la question prioritaire de constitutionnalité.

La réforme relative à la QPC était attendue. En effet, la France souffrait en la matière d'un retard préjudiciable par rapport à plusieurs voisins européens.

Grâce à cette réforme, le contrôle a priori et par voie d'exécution encadré, un contrôle <sup>de la</sup> constitution se voit enrichi d'un contrôle a posteriori de la loi, déjà promulguée et par voie d'action. La possibilité de remettre en question la constitutionnalité d'une loi existante est retenue à trois conditions : que la loi soit applicable au litige, qu'elle ne bénéficie d'un "brevet de constitutionnalité" déjà accordé par le juge constitutionnel et qu'il existe un doute

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Concours sur formulaire

Epreuve : droit public

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



relève sur sa conformité à la constitution.

Le système procédural de la QJC repose sur un double filtre, les questions relatives à la recevabilité de la demande étant examinées par le juge du fond puis par le juge suprême de l'ordre auquel il appartient (Conseil ~~constitutionnel~~ d'État ou Cour de cassation). Il repose également sur le mécanisme du renvoi préjudiciel, l'instance devant être suspendue en l'attente de la décision du Conseil constitutionnel.

Si la garantie des droits et libertés a été confiée grâce à la jurisprudence et aux décisions constitutionnelles relatives au juge constitutionnel, elle repose également sur les rôles et les mécanismes mis en place par le juge judiciaire, le juge administratif et par l'administration.

Partie II : Le rôle particulier au juge judiciaire en matière de garantie des libertés et le renforcement du contrôle en la matière du juge administratif et de l'administration.

Les deux ordres juridictionnels participent activement à la garantie des droits reconnus par la constitution.

(A) Le rôle central du juge judiciaire, gardien des libertés

Aux termes de l'article 66 de la constitution, le juge judiciaire tient du rôle de gardien des libertés, que lui reconnaît le Conseil constitutionnel à travers plusieurs décisions. La constitution, dans l'article précité, précise en effet que l'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les

N°

518

conditions prévues par la loi. Les implications de cette mission sont multiples : le juge judiciaire est le seul juge à pouvoir décider de la détention d'une personne. Ainsi, acte créé en 2010 les fonctions de juge de la détention et des libertés qu'elle exerce en particulier à la garantie des droits de la personne lors de la détention préventive.

Le rôle de gardien <sup>des libertés</sup> s'exerce également à l'égard du juge administratif. Ainsi, par exception au principe de séparation des deux ordres juridictionnels, le juge judiciaire peut devenir juge de l'administration s'il est saisi de la part de cette dernière une emprise inégale sur une propriété privée ou la violation d'une liberté fondamentale qui aurait les caractères de la voie de fait.

Si le juge judiciaire joue ce rôle constitutionnel de gardien des libertés, il convient de noter que l'administration, comme son juge, se voit dotée d'outils dans le but de renforcer la garantie des droits des usagers confrontés à des mesures ou décisions administratives qui viendraient illégalement les réduire.

### (B) La garantie des droits et libertés par l'administration et par le juge administratif

La protection des libertés fondamentales s'est accrue par la mise en place des autorités administratives indépendantes, dont le Défenseur des droits, et l'éclatement de la jurisprudence et des moyens d'action du juge administratif.

Ainsi, les autorités administratives indépendantes (AAI) sont des agences dont la mission principale réside dans la garantie des droits individuels. Pour ce faire, elles jouissent d'un statut particulier qui garantit une relative autonomie par rapport au pouvoir exécutif. Elles ne sont ainsi pas soumises à l'autorité du ministre compétent sur le champ dans lequel elles agissent.

Les AAI protègent tant les droits des usagers (le droit d'accès aux documents administratifs garanti par la CADA, soumission d'accès aux documents administratifs) que les droits des usagers (cités par exemple la soumission matérielle des comptes de campagne et des financements publics)

Pour exercer leurs missions, les AAT disposent de pouvoirs variés :  
d'un pouvoir réglementaire (exemple de l'autorité de concurrence) à  
un pouvoir d'injonction, voire d'un pouvoir juridictionnel.

En matière de protection des droits et libertés contre les décisions  
et actes de l'administration, les services publics pris au sens  
général, une AAT joue désormais un rôle prépondérant : il  
s'agit du défenseur des droits. Il succède (et synthétise) au médiateur  
de la République, au défenseur des enfants et à la Haute autorité  
de lutte contre les discriminations (HALDE). Il jouit sans exercer  
l'attribution d'un statut particulier particulier qui garantit son efficacité  
et son autonomie : Sa mission est de être non renouvelable, il  
est nommé par le Président de la République. Il dispose d'un pouvoir  
de médiation et d'injonction à l'égard de l'administration qui  
aurait injustement négligé les droits des usagers du service public.

À côté des AAT mises en place et développées par l'administration,  
il faut noter l'évolution de la jurisprudence du juge administratif  
qui est désormais un acteur incontournable dans la défense des libertés  
individuelles, au point de rivaliser voire de dépasser le rôle historique  
joué par le juge judiciaire en la matière.

En effet, si le XIX<sup>ème</sup> siècle voit l'affirmation du juge administratif  
restructurée dans le sens d'une protection de l'administration au  
regard de la primauté de ses missions de service public, la  
jurisprudence du conseil d'Etat lors du XX<sup>ème</sup> siècle est marquée  
en particulier par un contrôle étroit des atteintes commises  
par l'administration, au respect des droits et libertés des usagers.  
Ainsi, à partir de l'arrêt Benjamin de 1933, le Conseil d'Etat  
met en place un contrôle renforcé sur les mesures de police qui restreignent  
l'usage d'une liberté publique. Non seulement le juge administratif  
vérifie tout les nécessités de la mesure qui doit être fondée sur la  
recherche du maintien de l'ordre public, mais il prend également  
en considération le fait que la mesure de police doit être  
proportionnée à l'objectif poursuivi. Une restriction disproportionnée à  
une liberté fondamentale au regard des circonstances ne manquera pas  
d'être censurée par le juge.

L'enforcement du rôle du juge administratif en matière de  
garantie des libertés se fonde également sur les outils  
procéduraux nouveaux que constituent le référé liberté et



la suris liberté sur d'écrit préfectoral (qui encadre les actes des collecteurs territoriaux). La référé liberté permet aussi au juge administratif de se prononcer en 48 heures sur la légalité d'une décision administrative. Sa recevabilité repose sur le respect de ~~quatre~~ trois conditions : l'urgence, la remise en cause d'une liberté fondamentale et un doute sérieux sur la légalité de la mesure considérée. Le suris liberté repose sur les mêmes principes mais il est orienté vers les actes des collecteurs territoriaux et il est à la disposition du préfet dans son rôle de tutelle et de contrôle de légalité par rapport aux actes émanant des collecteurs décentralisés.

Ainsi, les développements précédents ont cherché à démontrer que les droits et libertés consacrés par la Constitution et la jurisprudence du Conseil constitutionnel étaient effectivement garantis par l'ensemble des acteurs judiciaires.

Il convient cependant de noter que la protection des droits et libertés s'est largement internationalisée, en particulier par la France qui est membre de l'Union européenne et qui a ratifié la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, Convention émanant du Conseil de l'Europe. A cet égard, le droit constitutionnel relatif aux droits et libertés est aujourd'hui largement dépendant des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme qui va amener les Etats signataires à faire évoluer leur droit interne en matière de libertés. On constate ainsi un phénomène en Europe d'harmonisation des droits et libertés garantis. Ce mouvement se trouve par ailleurs renforcé en France par l'effet direct, reconnu par le Conseil constitutionnel lui-même, des dispositions du droit ~~international~~ international relatif aux droits de l'homme, effet direct indirectement mis en œuvre par le juge administratif et par le juge judiciaire, dès lors que le droit en question ne nécessite pas une transposition en droit interne.